



Le lobbying d'enfer de Microsoft pour se payer l'école

TREIZE millions, soit à peine un millième de son bénéfice net de 2014 : cette somme a suffi à Microsoft pour s'offrir, au début du mois, un partenariat royal avec l'Education nationale. Le marchand de logiciels, indique le ministère, va l'aider à développer, durant dix-huit mois, son « plan numérique à l'école, [en] utilisant les technologies Microsoft, des cadres aux enseignants ».

Bulletins de notes informatiques, stockage de documents, exercices en ligne, jeux éducatifs : la liste des distractions est longue, et elle sera mise en place par des chefs d'établissement que le groupe américain se propose de former. Il se paie ainsi un réseau de 2 500 VRP sur tout le territoire, rétribués par l'Etat.

Le marché (mondial) de l'éducation numérique est estimé à une centaine de milliards d'euros. Mais l'enjeu est encore plus vaste. Formatés pour – pardon ! formés à – l'utilisation de ces outils, profs et élèves ont toute chance de continuer de s'en servir, une fois sortis des bahuts, voire du système scolaire. Par ailleurs, ce type de partenariat fournit à la firme un accès aux données personnelles de millions d'élèves et de milliers de fonctionnaires. Reste à espérer, au vu des pratiques d'espionnage des grandes boîtes d'informatique que l'affaire de la NSA a mises au jour, que Microsoft en fera bon usage.

Explications micro-sottes

Pourquoi la ministre Najat Vallaud-Belkacem a-t-elle signé ce contrat sans le moindre appel d'offres préalable ? Alors même que, quelques mois plus tôt, elle avait co-organisé une vaste consultation sur le « numérique dans l'éducation » ? La majorité des 60 000 sondés s'étaient prononcés pour un libre accès aux « ressources culturelles et scientifiques des établissements publics ». Aux critiques des syndicats comme des partisans des logiciels libres (Linux, Mozilla, etc.), la ministre s'est contentée de répondre par... un tweet

plutôt cavalier : « *Editeurs du libre, n'hésitez pas à proposer.* » Autrement dit : propose toujours, tu m'intéresses...

Peut-être lui était-il difficile de désavouer le lobbying forcené mené par Microsoft depuis des années. Ainsi, le 28 mai 2014, c'est le groupe qui a accueilli, à ses frais, dans ses locaux, la Journée de l'innovation, organisée par le recteur de Paris. Qui a clos les travaux en prononçant un discours reconnaissant. Une manifestation semblable avait eu lieu, quelques années plus tôt, sous la présidence Sarkozy.

Travail (d'artistes) en réseau

Plusieurs cadres de la filiale française de la boîte travaillent à resserrer ses liens avec notre belle école. Ils financent, par exemple, la formation de fonctionnaires du ministère, ou des labos scientifiques, comme à l'Ecole normale de la rue d'Ulm. Ces experts utilisent aussi volontiers leur expérience du milieu politique.

Le directeur des affaires publiques et juridiques de Microsoft a jadis travaillé avec un ministre de Mitterrand. Un de ses adjoints, grand lobbyiste, fut l'assistant de trois sénateurs socialistes. Le responsable pour l'éducation, Thierry de Vulpillières, rappelle « L'Humanité » (18/12), « est très souvent reçu au ministère ». Quant au patron du marketing digital (sic), Marc Couraud, il a œuvré au cabinet de trois ministres de l'Education : Claude Allègre, Ségolène Royal et Jack Lang.

Le 9 novembre, le grand patron, Satya Nadella, successeur de Bill Gates et de Steve Ballmer, est arrivé en France, où, tel un chef d'Etat, il a rencontré Hollande à l'Élysée. Il a, entre autres, plaidé en faveur du partenariat avec l'Education nationale. Trois semaines plus tard, le contrat était signé, et, le 2 décembre, Marc Couraud était promu directeur de l'innovation. En informatique, bien utiliser les interfaces est toujours payant.

Jean-François Julliard